

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.137/4
DU 23 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 26 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

DISPOSITIF

Article 2

1. À l'article 2, 3°, la section de législation n'aperçoit pas pourquoi ne sont pas visés les enfants dont la filiation serait établie après le décès de la victime.

En cas de décès à la suite d'un accident du travail et d'une maladie professionnelle, la Cour constitutionnelle a considéré, tant pour ce qui concerne les travailleurs du secteur privé que ceux du secteur public, qu'il était discriminatoire de ne pas permettre l'octroi d'une rente aux enfants dont la filiation est établie après le décès de la victime¹.

Sur la proposition du délégué du ministre, le texte en projet sera remplacé par le texte suivant :

« 3° enfant : l'enfant dont la filiation vis-à-vis de la victime est établie, le cas échéant après le décès de la victime, adopté ou dont la procédure d'adoption se clôture positivement après le décès de la victime ; ».

2. Concernant l'article 2, 6°, le commentaire de l'article 10 de l'avant-projet précise que « [p]ar incapacité corporelle permanente, est visée tant l'incapacité physique que psychique ».

En outre, la section de législation observe que, dans la version néerlandaise, seul l'adjectif qualificatif « lichamelijk » est utilisé alors que, dans la version française, deux adjectifs sont utilisés « physique » et « corporel ».

Compte tenu de l'importance de cette notion quant au champ d'application de la loi en projet, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de revoir la définition et de compléter sur ce point le commentaire des articles.

¹ C.C., arrêt 142/2001 du 6 novembre 2001 et arrêt 10/2002 du 9 janvier 2002.

Article 4

1. Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet ne permet pas d'octroyer une indemnité en cas d'accident ou de maladie causés par l'usage de stupéfiants ou d'alcool par la victime, même s'il s'agit d'un cas de suicide ou de tentative de suicide et même lorsque les stupéfiants ont été prescrits par un médecin (cette dernière hypothèse étant toutefois envisagée dans le commentaire de l'article).

Interrogé à ce propos, le délégué du ministre a proposé de supprimer l'alinéa 4 et de remplacer l'alinéa 3 par le texte suivant :

« Toutefois, ne sont pas pris en considération, hormis dans le cadre d'un suicide ou d'une tentative de suicide :

1° l'accident ou la maladie imputables à une faute lourde ou à un acte intentionnel de la victime ;

2° l'automutilation intentionnelle ;

3° l'accident ou la maladie causés par l'usage de stupéfiants ou d'alcool par la victime, pour autant que les stupéfiants concernés n'aient pas été prescrits par un médecin ;

4° l'accident ou la maladie ayant pour cause immédiate et directe un crime ou un délit intentionnel dont la victime est auteur ou coauteur et dont elle a pu prévoir les conséquences ».

2. À l'article 4, alinéa 2, la disposition de l'avant-projet prévoit que :

« (...) Par activité liée à l'opération ou à la mission, sont visées tant les activités opérationnelles en service commandé, que les activités logistiques et de loisirs lors de périodes de repos ou de congé ».

La section de législation se demande si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de couvrir n'importe quelle activité de loisirs notamment, à titre d'exemples, le parachutisme ou la pratique du parapente, que de telles activités aient été ou non préalablement autorisées.

Le commentaire de l'article devrait être complété sur ce point.

Article 5

À l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots « § 1^{er}, » par « à l' ».

Article 7

1. Interrogé sur les raisons pour lesquelles, à l'alinéa 1^{er}, les ascendants ou les frères et sœurs de la victime ne sont pas visés, contrairement à ce que prévoient, par exemple, les articles 15, 17 et 20 de la loi du 10 avril 1971 'sur les accidents du travail', le délégué du ministre a donné les explications suivantes :

« Le fait que les ascendants et les frères et sœurs soient bénéficiaires est repris dans les différentes législations en matière d'accident du travail et les lois coordonnées sur les pensions de réparation. Le but des présentes dispositions n'est pas de remplacer les lois précitées et il ne faut pas forcément prévoir les mêmes bénéficiaires.

Comme mentionné aux commentaires des articles de l'avant-projet de loi, la volonté de la Défense est de maintenir une protection équivalente en accordant les mêmes avantages aux mêmes conditions que dans le contrat d'assurance, ceci afin de maintenir les droits des militaires.

Le contrat prévoyait une liberté totale dans la désignation du bénéficiaire de l'assurance sans considération particulière pour les héritiers privilégiés. La préséance prévue à l'article 7 constitue un compromis équitable entre la protection du noyau familial qui bénéficie directement des revenus de la victime et la liberté de désigner le bénéficiaire de l'indemnité ».

Ces précisions mériteraient de figurer dans le commentaire de l'article.

2. L'alinéa 3 précise que le tribunal de première instance détermine les ayants droit qui bénéficieront de l'indemnité lorsqu'une procédure de divorce était en cours au moment du décès de la victime et qu'il y a contestation entre les catégories d'ayants droit éventuels.

Comme l'a confirmé le délégué du ministre, l'intention n'est pas de confier une nouvelle compétence en cette matière au tribunal de première instance, mais bien de renvoyer à la compétence générale de ce tribunal, prévue par l'article 568, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

L'alinéa 3 est dès lors inutile et sera par conséquent omis.

Article 11

Interrogé sur les raisons pour lesquelles il était prévu des délais de prescription différents selon les ayants droit concernés, le délégué du ministre a précisé ce qui suit :

« Comme précisé aux commentaires des articles du projet de loi, ce choix procède d'un souci de privilégier le noyau familial qui dépend financièrement du militaire en lui garantissant une protection supérieure à celle offerte aux autres ayants droit ».

Ces précisions mériteraient de figurer dans le commentaire de l'article.

Article 13

Cette disposition habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à modifier à la hausse les taux de l'indemnité fixée par la loi. Une telle habilitation au Roi à modifier une loi revient à Lui octroyer des pouvoirs spéciaux. Dans cette hypothèse, il convient de prévoir une procédure de confirmation législative, de fixer le délai dans lequel celle-ci doit intervenir après l'adoption de l'arrêté et de préciser qu'à défaut de confirmation dans le délai indiqué, l'arrêté adopté sera privé d'effet.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Madame L. VANCRAVEBECK, auditrice.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.137/4
VAN 23 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 26 maart 2012 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Wat artikel 2, 3°, betreft, ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom niet verwezen wordt naar de kinderen wier afstamming pas na het overlijden van het slachtoffer zou komen vast te staan.

Het Grondwettelijk Hof heeft geoordeeld dat bij een overlijden ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte, zowel wat betreft werknemers uit de privésector als wat betreft personeelsleden van de openbare sector, het feit van aan kinderen wier afstamming pas na het overlijden van het slachtoffer komt vast te staan¹, de uitkering van een rente te weigeren, discriminatie oplevert.

Op voorstel van de gemachtigde van de minister dient de ontworpen tekst te worden vervangen door de volgende tekst:

“3° kind: het kind wiens afstamming ten aanzien van het slachtoffer vaststaat, in voorkomend geval is komen vast te staan na het overlijden van het slachtoffer, het kind dat geadopteerd is of wiens adoptieprocedure na het overlijden van het slachtoffer met gunstig gevolg afgesloten wordt;”.

2. In verband met artikel 2, 6°, wordt in de bespreking van artikel 10 van het voorontwerp het volgende gesteld: “Met permanente lichamelijke ongeschiktheid wordt zowel de lichamelijke als de mentale ongeschiktheid bedoeld”.

Bovendien merkt de afdeling Wetgeving op dat in de Nederlandse tekst alleen het kwalificatief bijvoeglijk naamwoord “lichamelijk” wordt gebezigd, terwijl in de Franse tekst twee bijvoeglijke naamwoorden worden gebruikt, namelijk “physique” en “corporel”.

¹ GwH, arrest 142/2001 van 6 november 2001 en arrest 10/2002 van 9 januari 2002.

Gelet op de belangrijkheid van dit begrip voor het toepassingsgebied van de ontworpen wet, dient de steller van het voorontwerp deze definitie te herzien en de artikelsgewijze bespreking op dit punt aan te vullen.

Artikel 4

1. Zoals deze ontworpen bepaling gesteld is, maakt ze het niet mogelijk een vergoeding toe te kennen als het ongeval of de ziekte veroorzaakt is door het gebruik van verdovende middelen of alcohol door het slachtoffer, zelfs indien het gaat om een zelfmoord of een poging tot zelfmoord en zelfs indien de verdovende middelen voorgeschreven waren door een arts (het laatstgenoemde geval wordt evenwel vermeld in de bespreking van dit artikel).

Naar aanleiding van een vraag in dit verband heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld het vierde lid te schrappen en het derde lid te vervangen door de volgende tekst:

“Behalve in het kader van een zelfmoord of een poging tot zelfmoord worden evenwel niet in aanmerking genomen:

1° het ongeval of de ziekte toe te schrijven aan een zware fout of een opzettelijke daad van het slachtoffer;

2° de opzettelijke zelfverminking;

3° het ongeval of de ziekte veroorzaakt door het gebruik van verdovende middelen of alcohol door het slachtoffer, voor zover de verdovende middelen in kwestie niet voorgeschreven waren door een arts;

4° het ongeval of de ziekte met als onmiddellijke en rechtstreekse oorzaak een opzettelijke misdaad of een opzettelijk wanbedrijf waarvan het slachtoffer dader of mededader is en waarvan hij de gevolgen heeft kunnen voorzien.”

2. Artikel 4, tweede lid, van het voorontwerp bevat de volgende bepaling:

“(…) Worden bedoeld onder activiteit in verband met de operatie of met de opdracht, zowel de operationele activiteiten in bevolen dienst als de logistieke en ontspanningsactiviteiten tijdens rust- of verlofperiodes”.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is welke ontspanningsactiviteit ook in aanmerking te laten komen, bijvoorbeeld ook parachutespringen of parapenten, ongeacht of die activiteiten al dan niet vooraf toegestaan waren.

De bespreking van dit artikel zou op dat punt aangevuld moeten worden.

Artikel 5

In het tweede lid zou de uitdrukking “§ 1,” vervangen moeten worden door het woord “het”.

Artikel 7

1. Naar aanleiding van de vraag waarom in het eerste lid geen melding wordt gemaakt van de bloedverwanten in opgaande lijn of van de broeders en zusters van het slachtoffer, in tegenstelling tot hetgeen bepaald wordt in bijvoorbeeld de artikelen 15, 17 en 20 van de wet van 10 april 1971 ‘betreffende de arbeidsongevallen’, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Le fait que les ascendants et les frères et sœurs soient bénéficiaires est repris dans les différentes législations en matière d’accident du travail et les lois coordonnées sur les pensions de réparation. Le but des présentes dispositions n’est pas de remplacer les lois précitées et il ne faut pas forcément prévoir les mêmes bénéficiaires.

Comme mentionné aux commentaires des articles de l’avant-projet de loi, la volonté de la Défense est de maintenir une protection équivalente en accordant les mêmes avantages aux mêmes conditions que dans le contrat d’assurance, ceci afin de maintenir les droits des militaires.

Le contrat prévoyait une liberté totale dans la désignation du bénéficiaire de l’assurance sans considération particulière pour les héritiers privilégiés. La préséance prévue à l’article 7 constitue un compromis équitable entre la protection du noyau familial qui bénéficie directement des revenus de la victime et la liberté de désigner le bénéficiaire de l’indemnité”.

Deze preciseringen zouden in de bespreking van dit artikel opgenomen moeten worden.

2. In het derde lid wordt aangegeven dat de rechtbank van eerste aanleg bepaalt wie de rechthebbenden zijn die de vergoeding zullen ontvangen wanneer een procedure tot echtscheiding aan de gang was op het ogenblik van het overlijden van het slachtoffer en er betwisting is onder de verschillende categorieën van eventuele rechthebbenden.

Zoals de gemachtigde van de minister bevestigt heeft, is het niet de bedoeling om aan de rechtbank van eerste aanleg een nieuwe bevoegdheid ter zake op te dragen, maar wel om te verwijzen naar de algemene bevoegdheid van die rechtbank, bepaald in artikel 568, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Het derde lid is bijgevolg overbodig en dient dan ook te vervallen.

Artikel 11

Naar aanleiding van de vraag waarom voorzien wordt in verschillende verjaringstermijnen naar gelang van de betrokken rechthebbenden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

“Comme précisé aux commentaires des articles du projet de loi, ce choix procède d’un souci de privilégier le noyau familial qui dépend financièrement du militaire en lui garantissant une protection supérieure à celle offerte aux autres ayants droit”.

Deze preciseringen zouden in de bespreking van dit artikel opgenomen moeten worden.

Artikel 13

Bij deze bepaling wordt de Koning ertoe gemachtigd om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de bedragen van de vergoedingen bepaald in deze wet naar boven toe te herzien. Een dergelijke machtiging van de Koning om een wet te wijzigen komt erop neer dat hem bijzondere machten worden verleend. In dat geval moet worden voorzien in een procedure van bekrachtiging door de wetgever, moet worden bepaald binnen welke termijn het besluit na de goedkeuring ervan bekrachtigd dient te worden en moet worden voorgeschreven dat bij ontstentenis van bekrachtiging binnen de gestelde termijn het goedgekeurde besluit geen effect meer sorteert.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevrouw L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY